Bienvenue au Tessin, le Far-West de la construction

Autor(en): **Franchini, Federico**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (2011)**

Heft 1936

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1025859

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

aujourd'hui.

Faut-il s'indigner que plus du quart de l'électorat ne soit représenté au gouvernement que par le seul Ueli Maurer, alors que le parti de Widmer-Schlumpf ne pèse que 5,4% des voix? Aucunement. Les électeurs qui donnent leurs voix à l'UDC le font en toute connaissance de cause. Ils manifestent leur colère, leurs craintes, leur conception d'une Suisse qui n'existe plus. C'est leur droit. Mais ce droit n'implique pas aussi celui d'être représenté à l'exécutif puisque leur parti cultive l'opposition et abhorre le compromis. Quant à la conseillère fédérale grisonne, elle fut élue en 2007 avec l'estampille UDC, que ce dernier lui a retirée. Fallait-il la sacrifier comme un pion devenu inutile? Si le gouvernement ne peut fonctionner qu'en cultivant la concordance, il lui faut aussi une certaine stabilité. Son éviction aurait été une erreur, comme le fut celle de Ruth Metzler.

Le 14 décembre, les libéraux-radicaux ont pu une nouvelle fois apprécier la fourberie des conservateurs-nationalistes: soutiens-moi, je te torpille ensuite. Ce coup de Jarnac leur ouvrira-t-il enfin les yeux? Le PLR peut naviguer sans l'appui de l'UDC qui, sur les dossiers qui lui sont chers – économie, fiscalité – suivra de toute façon, tout comme la solide majorité bourgeoise du Parlement. L'UDC est aujourd'hui choquée par ses récents échecs. Rien ne sert de lui tendre une main qu'elle n'hésitera pas à mordre. Aux partis gouvernementaux la tâche de réaffirmer à son intention les règles d'une culture politique garante du fonctionnement des institutions.

Bienvenue au Tessin, le Far-West de la construction

Federico Franchini • 15 décembre 2011 • URL: http://www.domainepublic.ch/articles/19253

Sous-traitance sauvage, conflits sociaux, infiltration et spéculation…

Depuis les hauteurs, Lugano reste fidèle à son image de carte postale avec son lac, ses montagnes et ses palmiers. De plus près ce sont pourtant les nombreuses grues qui caractérisent le paysage urbain. Lugano et ses alentours vivent un véritable boom de la construction.

Un boom qui fait apparaître des phénomènes plutôt inquiétants: des travailleurs sans permis et sans contrat, parfois floués, des salaires nettement au-dessous du minimum fixé par les conventions collectives ainsi que des mauvaises conditions de travail.

Sous-traitance sauvage

Les faits graves rencontrés dernièrement dans le secteur de la construction ne sont pas l'apanage du Tessin. On se souvient du cas [7] des ouvriers payés moins de 4 francs de l'heure sur un chantier à Aclens. D'autres cas similaires ont été signalés partout en Suisse. Pourtant la situation sur les chantiers tessinois, dévoilée récemment par l'émission de la télévision suisse italienne *Falò* [8], est particulièrement grave.

Sous-traiter, tel est le verbe du moment. Des entreprises ayant gagné l'appel d'offre sous-traitent certaines activités, le ferraillage et le coffrage par exemple, à d'autres sociétés. Et des entreprises sous-traitantes sous-traitent à leur tour à d'autres sociétés. Une spirale qui pousse vers le bas et la qualité du travail et les salaires et les conditions de travail.

Le Tessin, c'est un triangle enfoncé dans la Lombardie, un bassin de dix millions d'habitants où règne [9] souvent le travail au noir et où la main-d'œuvre est beaucoup moins bien payée qu'en Suisse. *Falò* a témoigné d'un marché du travail sauvage proche de celui qu'a filmé le réalisateur britannique Ken Loach dans *It's a free world* [10]. Des travailleurs, surtout des hommes originaires des pays de l'est et du Maghreb, sont recrutés quotidiennement dans la périphérie milanaise et prêts à travailler pour des

salaires de misère. Certains d'entre eux sont engagés pour une semaine au Tessin, où ils logent dans des conditions avilissantes, souvent directement sur les chantiers.

Il s'agit de situations extrêmement précaires, les contrats n'existent pas et les salaires perçus sont inacceptables en Suisse. Les entreprises tessinoises honnêtes peinent à résister sur ce marché au rabais.
La commission [11] de contrôle – où siègent des représentants des syndicats, du patronat et de l'administration – n'est pas en mesure de détecter tous les cas d'abus. Dans les neuf premiers mois de l'année, l'office de vigilance du marché du travail [12] a constaté plus de 11'000 demandes provenant des entreprises étrangères voulant opérer en Suisse pour le seul district de Lugano.

Le nouveau contrat collectif

La situation est également tendue au niveau des relations syndicales. Les partenaires sociaux n'arrivent pas à signer un nouveau contrat collectif. Selon le patronat, la sous-traitance sauvage résulte de la grande différence entre le coût des travailleurs employés par des entreprises locales et celui des sociétés étrangères. Les mesures d'accompagnement des Accords bilatéraux, qui visent au respect des conditions de travail locales par les entreprises étrangères opérant en Suisse, ne sont pas respectées. Pourtant, la Société des entrepreneurs (SSIC) s'en prend aux ouvriers, en demandant plus de flexibilité. Selon eux [13] *«il faut pouvoir garantir un ajustement de ses ressources au volume de travail sans avoir à recourir à des forces extérieures»*.

Des requêtes inacceptables pour les syndicats. Le secteur est mobilisé, la manifestation du 2 décembre a vu une forte participation des travailleurs. A la suite des nombreux cas d'abus mis en lumière ces dernier temps, Unia accuse le patronat de refuser les mesures nécessaires pour contrer le *dumping* salarial. Lesyndicat [14] demande un renforcement des protections contractuelles et l'introduction de la responsabilité solidaire des entreprises: l'entreprise qui sous-traite doit assumer les abus commis par ses sous-traitants.

Infiltration et spéculation

Le chef de la police fédérale [15], Michael Perler, avait déjà exprimé en 2010 ses préoccupations quant aux infiltrations d'origine illicite dans le secteur de la construction au Tessin et en Valais. Selon la fedpol, le secteur immobilier est fortement sujet au blanchissement d'argent par des entreprises suspectes qui décrochent de gros contrats grâce à des appels d'offres peu transparents.

Dans ce contexte fort préoccupant, Lugano et ses alentours changent de visage. Les gracieuses villas centenaires qui ont fait la beauté de la ville et tout l'héritage culturel qui leur est lié sont en train de disparaître au profit de constructions plus lucratives. C'est la loi du béton, comme l'a justement décrit Fabio Lo Verso dans le premier numéro du bimensuel *La Cité* [16]. Des citoyens ont commencé à s'organiser. Ils ont créé des associations *«pour sauver ce qui peut encore l'être* [17] » et critiquent les autorités de la ville en soulignant le conflit d'intérêt dans lequel la municipalité est prise. Le syndic Giudici, le *roi Giorgio* - ainsi nommé puisqu'il gouverne la ville depuis 28 ans – est également patron d'un important cabinet d'architecture. Un autre municipal est le méphistophélique président de la Ligue des Tessinois Giuliano Bignasca, ancien patron de l'entreprise de construction Bilsa, qui est dirigée désormais par son frère Attilio, ancien conseiller national; une entreprise qui, selon l'hebdomadaire *il Caffé* [18], a gagné un appel d'offre de sous-traitance pour 8,6 millions de francs dans l'énorme chantier public du nouveau pôle culturel de Lugano.